

## **Intervention - Martin - Réactions sur des sujets d'actualité**

Bonjour. Martin Pasero de la CGT de la Métropole européenne de Lille. Je suis mandaté au titre de la commission départementale du Nord et je vais intervenir sur des sujets d'actualités.

D'abord sur la situation internationale et la montée des extrêmes droites partout dans le monde. Nous saluons la déclaration de la confédération du 11 mars qui dénonce l'internationale d'extrême droite et appelle à la paix. La construction européenne y est envisagée comme un rempart à la guerre comme les instances du droit international. La déclaration appelle à limiter la propagande d'extrême droite qui se déverse sur nos réseaux, à investir dans l'éducation, la recherche et la culture et à plus de justice sociale au profit des travailleurs. Derrière l'apparente naïveté du propos, nous aussi nous en sommes convaincus, c'est par la justice sociale que nous ferons reculer la guerre. Une nuance peut être avec la déclaration de la confédération : Il faut s'opposer radicalement au réarmement quel que soit sa forme. Bien sûr, si l'on devait choisir, il est préférable un pôle public de défense en lieu et place d'un complexe militaro industriel assujetti aux lois du capitalisme. Mais une arme produite par une entreprise nationalisée n'en reste pas moins une arme et nous devons nous opposer à l'économie de guerre qu'elle soit financé ou pas par l'austérité. Chaque balle qui sera produite est un pas de plus vers la guerre.

Sur le deuxième sujet du moment, c'est-à-dire la concertation sur les retraites – La posture était devenue intenable et après la dernière annonce de Bayrou visant à sanctuariser l'âge de départ à 62 ans, la CGT devait quitter la table des négociations. Depuis le début, cette concertation est un piège. Toutefois, face à un rapport de force atone, nous n'avions pas d'autre alternative que d'y plonger et d'espérer remettre le sujet des retraites au cœur des débats. Dès le 28 février la confédération a appelé à la mobilisation et à la construction du rapport de force pour contraindre le gouvernement à de véritable avancées. Force est de constater qu'aujourd'hui encore nous sommes à la peine pour mobiliser malgré le matériel syndical produit dont la campagne de l'UGICT. Et finalement c'est Bayrou qui a décidé quand nous sommes rentrés en conclave et quand nous en sommes sortis. Nous avons subi le calendrier. Une fois passée la phase de sensibilisation et de communication, il va falloir

rapidement reprendre la main et proposer aux travailleurs de se mobiliser pour défendre dans la rue leurs retraites.

Pour terminer, un dernier sujet plus local que nous souhaitons mettre en lumière. Il s'agit du projet de canal Seine Nord. Il est présenté comme une avancée pour le transport fluvial reliant la Seine avec les réseaux de canaux du Nord. Il doit permettre à des péniches de grand gabarit de relier Paris au port de Rotterdam. C'est pourtant aussi un projet qui inquiète et que des associations écologiques comme les soulèvements de la terre qualifie d'écocidaire. L'Union locale de Lille a organisé une soirée débat le 28 février sur ce thème avec l'association méga canal et la confédération paysanne notamment. Le caractère pharaonique du projet financé par le l'argent public qui aurait pu servir à des investissements dans le ferroviaire et développer le fret a été dénoncé par de nombreux intervenants. L'impact écologique du projet apparaît également démesuré et les compensations écologiques ne seraient pas à la hauteur. Enfin, ce projet profiterait surtout aux grande entreprise de transport et irait à contre-courant d'une relocalisation de l'industrie et ne favorise pas les circuits courts. Sur ce dossier aux enjeux immenses, il est nécessaire que la CGT prenne le temps d'analyser la situation et les risques et opportunités liés. Nous ne disons ni que le projet doit être abandon définitivement, ni qu'il doit être poursuivi au nom d'un hypothétique développement économique mais nous disons que la CGT doit rapidement consolider sa position en interrogeant les métiers et les territoires concernés. L'UGICT et l'expertise environnementale qu'elle a développée pourrait jouer un rôle dans le cadre de ces réflexions.

Je vous remercie.